

Programme Citoyen sur l'Europe pour les élections du 25 mai 2014

Nous pensons que l'Europe est notre destin commun. Ce projet unique au monde a permis la paix et la prospérité pendant près de 70 ans au sein de notre continent. L'Europe est incontournable car la France ne pourra pas affronter seule les grands défis du 21^e siècle.

Pour la promotion d'échanges internationaux équitables, créateurs de richesses et de rencontres, la sobriété énergétique et les nouveaux enjeux écologiques, la sécurité de nos frontières et la régulation des flux migratoires, pour une aide coordonnée au développement, l'union fait la créativité et la force.

Pour autant, le projet européen est au milieu du gué. Les responsables en sont notamment nos dirigeants politiques, bloqués par le clivage gauche-droite. Ils font de Bruxelles le bouc émissaire de tous nos maux et y envoient trop souvent les recalés de la politique nationale à la recherche d'un mandat alimentaire en complément d'autres activités. Les dirigeants politiques français n'ont pas plus de crédibilité à Bruxelles qu'ils n'en ont en France, à force de promesses non tenues. Ils ne sont plus porteurs d'un projet et d'une vision pour l'Europe. Ils ont réussi à imposer en Europe le modèle français actuel, immobilisme et suradministration. **L'Europe mérite mieux qu'un paquet de normes illisibles et de dirigeants politiques désabusés.**

Nous voulons retrouver le sens commun. Alors que les crises ébranlent notre continent, nos concitoyens veulent contribuer à l'élaboration de solutions pour une vraie solidarité entre les territoires, entre les « inclus » et les « exclus » de la société et entre les générations. Il y a urgence, en particulier pour les plus jeunes, sur qui pèse le poids d'une dette irresponsable, et qui vivent dans de trop nombreuses régions de l'Europe un quotidien de chômage et de précarité.

L'Europe à sa juste place n'est pas un problème : elle est une solution pour surmonter les crises et tracer un chemin d'avenir.

Nous Citoyens décide de présenter des candidats crédibles pour les élections européennes. Ce ne sont pas des professionnels de la politique. Ils doivent cette crédibilité à leur parcours personnel : ils connaissent parfaitement les questions économiques et sociales, ils connaissent l'Europe. Ils parlent souvent plusieurs langues étrangères. Ils s'engagent à se consacrer pleinement à leur mandat de député européen s'ils sont élus. Ce mandat ne sera pas pour eux alimentaire et accessoire. Ils serviront et défendront totalement les intérêts de la France au sein des institutions européennes.

Nous voulons envoyer à Bruxelles des députés compétents et totalement engagés pour finir ce qui a été commencé, pour avoir enfin une Europe qui fonctionne avec des bénéfices visibles pour tous les Français dans leur vie quotidienne. Nous ne voulons pas plus d'Europe, nous voulons que le travail initié pour mutualiser un certain nombre de politiques soit enfin finalisé.

Face à la défiance généralisée des Français vis-à-vis de la classe politique, face à la colère et à la désespérance, nous portons un projet alternatif et crédible pour l'Europe : **le projet de citoyens qui cessent de sous-traiter leur destin commun à des politiciens de carrière et s'engagent ensemble pour remettre l'Europe en marche.**

Nous voulons une Europe populaire

Commission, Conseil, Parlement : leurs présidents – voire ces institutions elles-mêmes – sont largement inconnus du grand public et s’effacent sur la scène internationale devant quelques leaders internationaux. Les dirigeants européens sont trop souvent nommés par défaut, pour leur capacité à ne pas interférer dans les processus intergouvernementaux. Les Européens ont besoin de savoir qui est responsable de quoi : donnons un visage à l’Europe !

- 1. Nous proposons l’élection d’un Président européen cumulant les fonctions de Président du Conseil européen et de Président de la Commission européenne : élu dans un premier temps par le Parlement européen, il pourra l’être au suffrage universel direct dans un second temps. Ce président rendra compte directement aux citoyens européens des décisions prises au niveau européen. La présidence tournante du Conseil des ministres de l’UE sera donc supprimée. *A court-terme, nous proposons que le résultat des élections européennes du 25 mai prochain soit réellement pris en compte pour choisir le prochain Président de la Commission européenne.***

Le Parlement, l’institution européenne représentant le plus directement les citoyens européens, est le plus à même de défendre et de promouvoir démocratiquement l’intérêt européen. Or le Parlement européen ne dispose pas du droit d’initiative législative, qui reste exclusivement entre les mains de la Commission européenne. Certes, le Parlement peut, à la majorité des députés, proposer un texte sur une question qui lui importe, mais la Commission n’est pas tenue d’agir.

- 2. Nous proposons que la Commission européenne s’engage à reprendre à son compte toutes les initiatives législatives votées à la majorité du Parlement européen, sans exception.**

Alors que la tentation du repli sur soi est aiguisée par la crise, tout ce qui peut concourir à forger une conscience européenne, élément essentiel pour la réussite du projet européen dans son ensemble, doit être renforcé. La mobilité en Europe, notamment des jeunes, constitue le cœur de la construction européenne : rien ne remplace l’expérience vécue au-delà de ses frontières d’origine. Ce sont souvent des expériences déterminantes en matière de réussite professionnelle. Mais les outils tels que le programme Erasmus restent trop confidentiels pour promouvoir une véritable solidarité européenne.

- 3. Nous demandons au prochain Parlement européen de vérifier que les moyens alloués au projet « Erasmus + » soient à la hauteur des ambitions : ouvrir la mobilité à plus de gens, à des publics plus divers (étudiants, enseignants, etc.), et mettre l’accent sur la formation professionnelle, les technologies de l’information, l’intégration européenne, les langues. Ce nouveau projet affiche l’ambition de faire bouger plus de 700 000 personnes par an contre 120 000 auparavant avec Erasmus.**
- 4. Nous proposons de moderniser les jumelages, outil essentiel pour la construction européenne, en utilisant le poids et la résonance des réseaux sociaux pour connecter entre eux les Européens. « Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes » disait Jean Monnet.**

Nous voulons une Europe moins technocratique

L'Europe a pour vocation de rendre possible et de faciliter les échanges entre ses Etats membres, mais ne doit pas légiférer sur tous les aspects de la vie des citoyens. Des réglementations, oui, mais respectueuses des réalités et des spécificités locales. L'Europe doit simplifier la vie quotidienne, pas la compliquer ! De nombreux exemples caricaturaux témoignent d'une réglementation inappropriée pour le marché commun : taille des cages pour les poules, obligation pour un commerce de bouche de disposer d'au moins deux réfrigérateurs, pour le salé et pour le sucré, etc. Respecter le principe de subsidiarité, c'est considérer que la plupart des problèmes locaux sont mieux réglés au niveau local.

- 5. Nous proposons que la Commission européenne justifie effectivement le caractère indispensable de toute nouvelle proposition de réglementation : la réglementation européenne ne doit s'appliquer qu'aux enjeux de nature européenne. Nous proposons de renforcer la capacité des parlements nationaux à contrôler les actions de la Commission : le « carton jaune » existant doit être renforcé par la possibilité d'un « carton rouge » si la réglementation européenne n'est pas indispensable.**
- 6. Lorsque le caractère indispensable de la réglementation commune a été démontré, nous proposons d'accélérer son processus d'adoption.**

Les actions intergouvernementales ne peuvent pas être efficacement menées avec la rapidité nécessaire à 28 Etats : si le Conseil européen continuera à jouer son rôle au sein des institutions, c'est bien la Commission qui doit être le cœur de l'action européenne. Or, la Commission européenne compte aujourd'hui autant de commissaires que d'Etats membres (28), ce qui conduit à la fragmentation des portefeuilles, des actions, des équipes administratives.

- 7. Nous proposons d'aller au-delà du projet en cours de rationalisation de la Commission européenne, afin de permettre une plus grande cohérence et efficacité de l'action européenne. Le nombre de commissaires, dont les compétences seront avérées, sera limité à 20. Ils seront choisis par le Président de la Commission et non imposés par les Etats.**
- 8. Nous proposons de recentrer la Commission européenne sur ses fonctions exécutives, qui nécessitent une légitimité politique, et de confier les fonctions de contrôle et de régulation, par exemple en matière de concurrence, à des agences indépendantes.**

Le Parlement européen est éclaté en trois lieux : l'essentiel de son travail a lieu à Bruxelles, tandis que les sessions plénières ont lieu à Strasbourg et que son secrétariat général se trouve au Luxembourg. Une fois par mois, ce sont des milliers de personnes (députés, assistants parlementaires, fonctionnaires européens, journalistes, représentants d'intérêts...) qui se déplacent à Strasbourg pour 3 jours de session. Chaque année, le siège de Strasbourg coûte entre 50 et 200 millions d'euros, et représente 4 000 tonnes de CO². Devant le non-sens de ce gaspillage, Strasbourg est devenue la cible des eurosceptiques. Le Parlement européen lui-même demande depuis de nombreuses années son transfert à Bruxelles, jusqu'au jour où l'exaspération de nos partenaires sera telle qu'il sera trop tard pour simplement obtenir des contreparties ce transfert. Une Europe irréprochable, c'est une Europe utilisant intelligemment les deniers publics pour financer des projets d'avenir.

- 9. Nous proposons de transférer le siège du Parlement européen de Strasbourg à Bruxelles. En contrepartie, nous proposons de créer à Strasbourg une université européenne en**

pointe sur les questions d'innovation (numérique, énergies nouvelles, biotechnologies, etc.), projet durable, porteur de rayonnement et d'emploi pour Strasbourg, s'inspirant du MIT américain. Ce projet a été porté dès 2007 par l'ancien député européen Bronislaw Geremek. Le financement de ce projet serait amorcé pendant dix ans par les économies générées par le transfert à Bruxelles du Parlement européen.

10. Nous proposons d'implanter à Strasbourg les agences européennes de régulation qui seront créées à la suite de la focalisation de la Commission sur ses fonctions exécutives.

Nous voulons une Europe efficace tournée vers la croissance

Une Europe efficace, c'est une Europe capable d'avancer rapidement sur des sujets propres à certains Etats membres parmi les 28. Certains enjeux ne peuvent être traités qu'au niveau européen, pour des raisons techniques (réseaux électriques, etc.) ou de crédibilité internationale (régulation financière, etc.) : c'est le fondement de l'Union européenne. En revanche d'autres sujets comme la politique méditerranéenne concernent directement un nombre restreint de pays : des dispositifs institutionnels existent d'ores et déjà pour permettre aux citoyens de minimum 9 Etats européens d'agir ensemble.

11. Nous proposons que la France et les Etats membres recourent plus souvent aux coopérations renforcées afin de faire avancer rapidement certains enjeux essentiels pour les pays concernés. Nous proposons de renforcer la coopération franco-allemande, noyau dur de la construction européenne.

L'euro est un facteur essentiel de la réussite de l'Europe : il permet la prospérité, et garantit la stabilité financière qui favorise les échanges. Sans lui, l'Europe se trouverait aujourd'hui dans une spirale négative de crises de taux de change et de dévaluations. L'Euro permet à la France de s'endetter à des taux bas. Sans l'Euro et en l'état de notre politique économique, la France serait dans l'obligation de remettre à plat son modèle social dans l'urgence, contrainte de licencier en quelques mois plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires. Mais la zone euro est inachevée. La crise a mis en lumière l'interdépendance des économies des pays partageant cette monnaie, comme leur hétérogénéité : une monnaie unique sans politique économique coordonnée, cela ne fonctionne pas ! Nous ne pouvons pas continuer à faire payer la jeunesse grecque, la jeunesse espagnole ou portugaise, pour l'incapacité de leurs gouvernements à mettre en œuvre les réformes indispensables. La solidarité européenne doit se manifester dans les faits, pas seulement dans les discours.

12. Nous proposons, au sein de la zone euro, de charger un Vice-président de la Commission européenne responsable des questions économiques et monétaires, de coordonner les politiques de croissance (réformes structurelles et politique d'investissements sur des projets d'avenir). L'action de ce Vice-président serait contrôlée démocratiquement par une assemblée parlementaire réunissant les députés européens issus de la zone euro et les députés nationaux des commissions économiques et sociales.
13. Nous proposons de créer un budget spécifique à la zone euro. Ce budget aura pour objectifs d'aider un pays en difficulté sans délai afin d'éviter un scénario « grec » en cas de crise financière ; et de soutenir les réformes de certains pays dans le cas d'un « contrat »

signé avec la Commission. D'un montant de 20 milliards d'euros pour commencer, ce budget serait financé par un emprunt sur les marchés financiers – l'Europe et la zone euro en particulier n'ont aucun endettement à ce jour, contrairement à la fédération américaine surendettée !

Depuis la nomination de Mario Draghi à la tête de la Banque centrale européenne (BCE), la politique monétaire européenne est devenue beaucoup plus accommodante, avec des taux d'intérêts bas permettant de faciliter l'accès au crédit pour les acteurs économiques. Pour autant, l'euro reste à un niveau supérieur à son niveau « naturel », ce qui pénalise les exportations européennes : la mission officielle de la BCE reste de lutter contre l'inflation, pas de promouvoir une politique économique favorable à la croissance. Or c'est la déflation, mal bien plus grave que l'inflation, qui nous menace aujourd'hui. La France retrouverait un pouvoir d'influence sur la politique monétaire si elle mettait en œuvre un programme crédible de réformes. Aujourd'hui, avec des déficits non maîtrisés, la France est impuissante sur ce sujet comme sur d'autres !

- 14. Nous proposons d'ajouter des objectifs en termes de croissance économique à l'objectif prioritaire de la BCE de lutte contre l'inflation. Ces objectifs doivent être nécessairement liés pour assurer la cohérence de la politique monétaire européenne.**
- 15. Nous proposons de faire évoluer la politique monétaire, comme le Traité de Lisbonne en donne la possibilité aux Etats membres : pour cela, nous devons en premier lieu réformer la France.**

Première zone économique mondiale, l'UE dispose du plus grand marché du monde avec ses 550 millions de consommateurs. Pour autant, ce marché commun reste souvent virtuel, ce qui entrave la libre circulation des biens et des services, et accentue la divergence entre économies interdépendantes. Les charges fiscales et sociales sur les entreprises sont supérieures de 6 points de PIB en France par rapport à l'Allemagne, soit environ 120 milliards d'euros par an, alors que partager une même monnaie rend nécessaire la convergence fiscale et sociale.

Les fortes différences en matière d'impôt sur les entreprises en Europe ouvrent la voie à des pratiques d'optimisation fiscale de la part de grandes multinationales comme Amazon ou Google, qui ne paient quasiment aucun impôt en Europe.

- 16. Nous proposons un plan de convergence fiscale sur 5 ans au sein de la zone euro, pour rapprocher en priorité les taux d'imposition des entreprises, puis des ménages. Chaque taux pourrait évoluer au sein d'une fourchette européenne, comme aujourd'hui pour la TVA.**
- 17. Nous proposons d'étendre à la zone euro le projet d'assiette fiscale imposable unique pour les sociétés, en cours de discussion entre la France et l'Allemagne.**

L'Union européenne n'est pas seulement commerciale, elle est également sociale. Or, sous couvert de la belle idée de liberté de circulation, l'UE est devenue un outil de destruction des protections sociales librement décidées par ses Etats membres ; elle favorise, sans l'assumer, le dumping social. La libre circulation sans harmonisation des règles, cela ne marche pas ! Si la législation oblige à employer les travailleurs détachés dans les conditions du pays d'accueil, cette règle est dans les faits largement contournée. Par ailleurs, l'Europe accepte

que les charges sociales soient celles du pays d'origine, alors même que l'écart est d'environ 30 points entre les taux de cotisations patronales pour un salarié français et un salarié détaché de Pologne ou du Luxembourg.

- 18. Nous proposons que les employeurs de travailleurs détachés paient les charges sociales au niveau de celles du pays de travail. Nous proposons que les contrôles soient effectivement renforcés comme envisagé actuellement.**

Les députés européens paient des impôts, mais de manière forfaitaire au niveau européen. Si leurs traitements étaient assujettis aux mêmes impôts et charges qu'un salarié français par exemple, leur revenus nets seraient de près de moitié inférieurs. Les députés européens doivent être exemplaires et prendre à leur compte les efforts budgétaires demandés aux citoyens européens.

- 19. Nous proposons que les députés européens paient des impôts de la même manière que s'ils étaient salariés de leurs pays respectifs. Les députés européens seraient les premiers intéressés à la convergence fiscale entre leurs pays.**

Le régime des auto-entrepreneurs est un véritable succès en France car il casse les barrières pour entreprendre, et permet à quiconque de créer sa propre activité immédiatement. Il est fondé sur la simplicité (« pas de chiffre d'affaires, pas de charges », taxe libératoire unique, comptabilité simplifiée) et la confiance (déclaration en ligne, prélèvement à la source). Alors que notre jeunesse est frustrée, confrontée au chômage et à l'inactivité, une harmonisation européenne sociale et fiscale pour les très petits entrepreneurs est une voie concrète positive pour l'Europe.

- 20. Nous proposons de créer un statut européen d'auto-entrepreneur pour libérer l'initiative individuelle et harmoniser les statuts nationaux existant le cas échéant.**

Malgré de nombreuses réglementations nées après la crise de 2007, l'Europe reste très dépendante des marchés financiers compte-tenu de l'endettement public de la plupart de ses Etats membres, et de la fragilité de la zone euro. L'harmonisation européenne de la régulation des acteurs de la finance est loin d'être aboutie, et profite à la vision anglo-saxonne de la finance, qui est pourtant à l'origine de la crise de 2008. Il est regrettable que le calme actuel des marchés, forcément relatif et provisoire, modère la volonté politique européenne d'achever des mutations difficiles. Fonds de secours, mécanismes financiers, etc. : il est indispensable d'aller plus loin en matière de régulation financière pour instaurer un système de prévention systémique plus intelligent et plus réactif, sans pour autant faire peser de trop lourdes contraintes sur les banques – et par là-même, asphyxier les entreprises.

- 21. Nous proposons de renforcer l'efficacité de la surveillance des risques systémiques, et d'accélérer la mise en œuvre de l'ensemble des volets de l'Union bancaire actuellement en projet : supervision / résolution / fonds de secours.**
- 22. Nous proposons d'harmoniser et de renforcer les normes comptables européennes et la régulation financière, pour permettre à l'Europe de faire valoir au niveau mondial sa vision de la supervision financière : la seule valeur à prendre en compte n'est pas celle du marché à un instant donné !**

23. Nous proposons que le G20 améliore la coordination internationale, en particulier avec l'Amérique et l'Asie, afin d'éviter les effets pervers d'une concurrence financière déloyale entre continents.

Nous voulons une Europe des projets communs

La réalisation de grands projets européens a été un des plus grands axes de la politique de développement européen. EADS, Ariane, etc. : ces projets ont permis de mutualiser les efforts des Etats membres dans des domaines stratégiques ! Mais cette dynamique est à l'arrêt. Des projets concurrents sont développés dans chaque Etat membre. Or c'est bien au seul niveau européen que nous pouvons porter des projets essentiels pour notre souveraineté et notre sécurité - nous ne pouvons pas accepter plus longtemps que la NSA accède aussi facilement aux données personnelles des citoyens européens ! Chaque Etat européen n'a pas les moyens de développer seul un certain nombre de projets clefs pour notre avenir, notamment en période de rationalisation de la dépense publique. Les Européens doivent mutualiser leurs moyens.

24. Nous proposons une stratégie européenne d'innovation et d'investissements pour financer de grands projets dans le numérique, les télécommunications, l'énergie, les transports, la défense. Nous proposons de recourir à des « project bonds » (emprunts dédiés, levés sur les marchés financiers pour financer la réalisation de projets prioritaires). Ces investissements à long terme, contrôlés par la Commission, bénéficieraient d'économies d'échelle.
25. Nous proposons de soutenir le développement et l'interconnexion des réseaux européens de communications, essentiels pour l'innovation et l'emploi en Europe.
26. Nous proposons que la Commission mette en œuvre les textes législatifs votés par le Parlement européen sur la neutralité du réseau internet, principe garant de l'égalité de traitement de tous les flux de données sur Internet. Ce principe exclut toute discrimination à l'égard de la source, de la destination ou du contenu de l'information transmise sur le réseau.
27. Nous proposons que la Commission mette en œuvre les textes législatifs votés par le Parlement européen sur la protection des données personnelles. Il importe de favoriser leur stockage en Europe, et d'en sécuriser l'accès.

La capacité de défense de l'Europe et de ses Etats membres dépend de leur potentiel industriel militaire, qui est également source de croissance et d'emploi. Or cette branche industrielle est aujourd'hui fragmentée. Les moyens sont dispersés, les programmes redondants, les inefficacités très nombreuses : l'Europe compte 7 chantiers navals militaires quand les Etats-Unis n'en ont que deux, pour un budget militaire total trois fois supérieur. Nous avons 17 programmes de chars alors que seuls 3 seraient nécessaires. Parce que nous n'avons pas su développer des coopérations européennes, nous sommes dépendants des Etats-Unis dans un très grand nombre de domaines, par exemple dans l'aéronautique de défense.

28. Nous proposons de renforcer le poids de l'Agence européenne de défense (AED), notamment pour faire converger les cahiers des charges des Etats membres, afin de favoriser la mutualisation des programmes d'armement et de rationaliser les coûts.
29. Nous proposons de conserver une base industrielle et de défense suffisante pour s'assurer les meilleures capacités au meilleur coût. Dans le cadre des appels d'offre publics, nous proposons d'assurer la survie des entreprises perdantes en leur attribuant une partie de la commande globale, attribuée en majorité à l'entreprise gagnante. Ce mécanisme est en vigueur aux Etats-Unis.

La Politique agricole commune a permis d'assurer l'autosuffisance alimentaire et la sécurité sanitaire dans l'Union européenne, mais aujourd'hui elle représente 35 % du budget européen, au détriment des investissements d'avenir dont l'Europe a besoin. Ce sont en France environ 50 % des fonds dédiés à l'agriculture qui sont perçus par 20 % des agriculteurs : la PAC dissémine des millions d'euros d'aides publiques à de trop nombreux bénéficiaires qui n'en ont pas toujours besoin. Son engrenage inéquitable maintient les agriculteurs endettés sous perfusion, et inhibe leur esprit d'initiative. Par ailleurs, illisible, la PAC est souvent utilisée pour toute autre chose que ses objectifs initiaux : santé, prévention, tourisme, etc. Les agriculteurs ne veulent plus être des assistés. Ils veulent à juste titre être associés aux discussions et maîtriser leur destin, et ont besoin de lisibilité pour l'avenir.

30. Nous proposons de réaffirmer les objectifs fondamentaux de la PAC tout en les adaptant à notre temps. L'agriculture doit produire des aliments et des produits de qualité. Chaque agriculteur doit pouvoir vivre de son travail. Les modes de production respectueux de l'environnement doivent être encouragés, dans une relation de confiance avec l'ensemble des agriculteurs. L'agriculture doit contribuer à la production énergétique, notamment par la valorisation de l'ensemble des déchets.
31. Nous proposons d'accélérer la mutation du système actuel de subventions et d'aides, vers un système d'autonomie des exploitants agricoles, éleveurs et producteurs laitiers, afin de stimuler l'esprit d'entreprise, encourager l'innovation, accompagner la recherche de valeur ajoutée et contribuer à la création d'emplois.
32. Nous proposons de favoriser une consommation plus juste et équitable et de renforcer le lien consommateur - producteur. Nous proposons de soutenir le développement des « circuits courts ».

Nous voulons une Europe qui protège

L'Europe est un continent ouvert sur le monde et aux échanges commerciaux, mais cela ne doit pas la placer dans une situation de concurrence déloyale avec des nations qui ne s'imposent pas le même niveau de contraintes sociales et environnementales. L'Europe doit tirer parti de la mondialisation en faisant respecter des règles et normes minimales, au sein du commerce international comme entre Etats européens, afin de protéger ses entreprises et ses emplois.

33. Nous proposons que la Commission européenne mette en œuvre le principe de réciprocité d'ouverture des marchés publics consacré par les accords commerciaux internationaux, afin de faire respecter les droits de chacun.
34. Nous proposons d'inclure des normes sociales et environnementales minimales dans l'organisation du commerce mondial : il s'agit notamment de faire respecter la liberté syndicale, la limitation de la durée du travail, les congés périodiques, l'éducation obligatoire et gratuite, l'interdiction du travail forcé ou du travail des enfants. Ces normes existent, elles sont consacrées par le droit international. Elles doivent être respectées.
35. Nous proposons que l'UE interdise effectivement l'importation de denrées, notamment alimentaires, vendues à perte ou au seul prix de revient, ce qui est source d'une concurrence déloyale.

Devons-nous continuer à étouffer en raison de pollutions massives de l'air, telles que celle que nous venons de connaître ? Quelle sera la crédibilité de la France quand elle accueillera fin 2015 un nouveau sommet mondial sur l'environnement ? L'Europe a pris des engagements précis en faveur des énergies renouvelables et a été en pointe dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Mais elle est en train de faire machine arrière, sous l'influence des égoïsmes nationaux de court-terme, comme si la bataille du réchauffement climatique avait été gagnée. Cette cacophonie empêche l'Europe de se faire entendre dans les négociations internationales, comme l'échec de la conférence de Copenhague en 2009 l'a démontré. Or l'Europe a un rôle important à jouer pour protéger ses citoyens contre toute forme de pollution, en prenant les mesures adéquates pour protéger la santé et l'avenir tout en favorisant le développement des activités économiques associées. Environnement et économie ne sont pas contradictoires mais doivent être complémentaires !

36. Nous proposons que l'Europe joue effectivement son rôle de force de proposition à l'échelle mondiale pour tracer la voie vers une économie dé-carbonée, à la fois par la fixation d'objectifs ambitieux, par la mise en œuvre des programmes de recherche et industriels permettant de les atteindre, et par la mesure et un contrôle fiables des résultats.
37. Nous proposons de doter l'Europe d'une politique de l'énergie permettant à la fois de garantir notre approvisionnement énergétique à des conditions économiques acceptables pour les entreprises et les citoyens, et de contribuer significativement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, nous proposons de créer un Régulateur européen de l'Energie, chargé de définir des objectifs de « mix énergétique », et de concevoir un schéma directeur des réseaux afin de garantir la sécurité d'approvisionnement et la gestion des énergies intermittentes. Ce Régulateur sera en outre chargé de définir et de mettre en œuvre des mécanismes de marché permettant d'atteindre ces objectifs.
38. Nous proposons de faire de l'efficacité énergétique une priorité, car la meilleure énergie est celle que l'on ne consomme pas. Nous proposons que la France soit exemplaire dans la transposition des textes européens existants dans ce domaine.
39. Nous proposons que l'Europe fixe des objectifs contraignants à chaque Etat membre pour améliorer la qualité de l'air et de l'eau et des sols, et réduire les pollutions. Des objectifs ambitieux ont été fixés, mais ils restent optionnels et peu suivis d'effets.

L'Europe est un espace de liberté, de droits et de prospérité unique au monde, qui attire de nombreux migrants désireux d'améliorer leurs conditions de vie. Si l'immigration est une nécessité dans un monde ouvert et pour une Europe vieillissante, nous ne pouvons accueillir correctement tous ceux qui rêvent de l'Europe. L'Europe n'est pas capable aujourd'hui de nous protéger d'une immigration subie, et d'éviter à de trop nombreux migrants de mettre leur vie en danger à notre porte. L'immigration est un enjeu commun aux 28 Etats membres : nous ne pouvons pas nous appuyer exclusivement sur les budgets des Etats du sud et de l'est de l'Europe. Mutualiser nos moyens est indispensable pour sécuriser nos frontières et éviter des drames humanitaires. L'UE doit avoir les moyens de rendre durable le principe de libre circulation au sein de l'espace Schengen.

- 40. Nous proposons de renforcer les moyens de l'agence européenne Frontex de contrôle de l'immigration illégale, et de renforcer en parallèle les programmes de développement à destination des pays d'origine. L'UE est le premier contributeur mondial en matière d'aide au développement : elle doit continuer à fixer des critères exigeants de bonne gouvernance dans l'attribution de ses aides, et la Cour des comptes européenne doit contrôler strictement leur efficacité. Ces programmes doivent permettre d'améliorer concrètement les conditions de vie des populations dans les pays d'origine et leur permettre de construire leur avenir.**
- 41. Nous proposons de mettre en place une véritable politique européenne d'asile, commune aux Etats membres et dotée d'un budget européen dédié.**
- 42. Nous proposons de faire de la politique d'immigration une politique d'emploi : il importe de faire un état des lieux européen des besoins en main-d'œuvre des Etats membres, afin de favoriser l'immigration légale dans les secteurs identifiés.**
- 43. Nous proposons que la Commission européenne et les Etats membres assument leurs responsabilités en matière de respect des droits de l'homme, notamment des personnes appartenant à des minorités - par exemple la Bulgarie et la Roumanie doivent agir pour intégrer socialement les Roms.**

« L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme. », selon l'article 2 du Traité sur l'Union européenne. « Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. »

A l'individu, supposé maître de son existence, depuis les débuts de la vie jusqu'à la mort, confiant dans ses seules performances et liant son bonheur à l'accumulation de richesses, nous opposons la personne : reliée à ses semblables, elle déploie sa liberté dans l'interdépendance, assume ses compétences comme ses fragilités, et s'épanouit dans une organisation sociale fondée sur la conscience, la bienveillance et l'initiative. Par ailleurs, nous n'hésitons pas à affirmer que la famille, malgré ses limites et ses imperfections, reste le premier lieu où se tissent les liens entre les personnes et où se construit la confiance. Les parents doivent ainsi pouvoir assumer leur rôle de premiers éducateurs de leurs enfants.

44. Nous pensons qu'il n'est pas de la responsabilité du Parlement européen de légiférer sur des questions sociétales. Au nom d'une réelle subsidiarité, nous veillerons à ce qu'elles soient traitées dans chaque pays, dans un climat apaisé.

Nous voulons une Europe forte dans le monde

D'ici 2050, plus aucun pays de l'Union européenne ne sera membre du G8. La population mondiale devrait augmenter de 10 % entre 2013 et 2020, tandis que la population européenne devrait diminuer de 14 % au cours de la même période. L'affirmation de l'Union européenne comme pôle de puissance et d'influence dans la mondialisation est une nécessité absolue et doit être son nouveau principe fondateur. L'absence de coordination sur des enjeux communs empêche l'UE de protéger efficacement ses citoyens et de promouvoir leurs intérêts bien compris. Les règles de la mondialisation ne doivent pas nous être imposées par une ou plusieurs puissance(s). Pour cela, l'Union européenne doit parler d'une seule voix, comme elle le fait déjà au sein de l'Organisation mondiale du Commerce.

45. Nous proposons que la zone euro parle d'une seule voix en matière de gouvernance monétaire au sein du Fonds monétaire international – FMI.
46. Nous citoyens proposons de mutualiser les ambassades des Etats membres dans le cadre des représentations diplomatiques déjà existantes de l'UE.
47. Nous proposons de doter l'Europe d'une capacité autonome de planification et de conduite des opérations militaires en renforçant l'Etat-major de l'Union européenne. Nous proposons de favoriser la capacité de l'Union à déployer des troupes européennes dans le cadre d'opérations militaires ciblées.

Nous voulons rendre notre pays exemplaire pour faire entendre notre voix en Europe

Les réformes en France sont nécessaires pour renforcer la voix de notre pays en Europe.

La manière dont la France et les Français portent le projet et mènent le débat sur les politiques européennes est observée à la fois par les autres pays et peuples européens, et au-delà des frontières de l'Union. Nous avons une responsabilité historique en tant que membre fondateur de ce grand projet. Pour que la France garde son rôle de moteur aux côtés des Etats membres qui veulent renforcer l'Europe, en premier lieu l'Allemagne, elle doit mener d'urgence les réformes nécessaires et redevenir un pôle d'attraction pour le reste du monde.